

---

## Les débuts de la Société pour la promotion de l'emploi des femmes à Londres (1859-fin XIX<sup>e</sup> siècle)

La formation commerciale au secours des « femmes excédentaires »

*The Society for Promoting the Employment of Women in London (1859-late XIXth century): vocational and commercial training for “the surplus woman”*

*Der „Verein für Frauenerwerb“ in London (1859 bis Ende des 19. Jahrhunderts) : die kaufmännische Berufsausbildung als Hilfe für „überschüssige Frauen“*

**Sarah Richmond**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2589>

DOI : 10.4000/histoire-education.2589

ISSN : 2102-5452

### Éditeur

ENS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2012

Pagination : 91-109

ISBN : 978-2-84788-496-8

ISSN : 0221-6280

### Référence électronique

Sarah Richmond, « Les débuts de la Société pour la promotion de l'emploi des femmes à Londres (1859-fin XIX<sup>e</sup> siècle) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 136 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2589> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2589>

---

# **Les débuts de la Société pour la promotion de l'emploi des femmes à Londres (1859-fin XIX<sup>e</sup> siècle)**

*La formation commerciale au secours  
des « femmes excédentaires »*

Sarah RICHMOND

---

L'éducation des filles des classes moyennes de l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle a déjà attiré l'attention de nombreux historien-ne-s, soulignant la vocation domestique de cette éducation – préparation au mariage et à la maternité – et écartant tout engagement dans un travail rémunéré<sup>1</sup>. L'idéologie des sphères séparées, orientant les hommes des classes moyennes vers la branche publique du travail et du service civil, assignant les femmes à la branche privée du foyer et de la famille, explique alors les différences dans l'éducation des filles et des garçons<sup>2</sup>. En outre, l'idéologie domestique dominante chez les classes moyennes repose au XIX<sup>e</sup> siècle sur l'hypothèse que les différences biologiques rendent les femmes naturellement inférieures aux hommes, d'où leur incapa-

---

1 Voir, entre autres, June Purvis, *A History of Women's Education in England*, Buckingham, Open University Press, 1991; Felicity Hunt (dir.), *Lessons for Life: The Schooling of Girls and Women 1850-1950*, Oxford, Basil Blackwell, 1987. Pour une synthèse sur l'enseignement des filles de niveau secondaire, voir Joyce Goodman, « Class and Religion: Great Brittan and Ireland », in James C. Albisetti, Joyce Goodman, Rebecca Rogers, *Girls' Secondary Education in the Western World, from the 18th to the 20th Century*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 9-24.

2 Leonore Davidoff, Catherine Hall, *Family Fortunes: Men and Women of the English Middle-Class, 1780-1850*, London, Routledge, 1987.

cité à apprendre à l'instar des garçons<sup>3</sup>. Les filles doivent donc être éduquées pour remplir leur rôle domestique et non pour intégrer le marché du travail. En conséquence, les formations professionnalisantes féminines sont limitées à un nombre d'activités fort restreint au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, celles relevant de la prise en charge éducative des enfants, enseignante, préceptrice ou gouvernante<sup>4</sup>. Par exemple, les « Mechanics' Institutes » qui, depuis les années 1820, proposent une large gamme de cours techniques aux ouvriers et artisans en cours du soir, s'ouvrent aux femmes à partir des années 1830. Elles ne peuvent cependant y suivre que les cours de lecture, écriture et arithmétique (les « 3Rs ») ainsi que des cours de couture, autant de matières utiles pour les femmes souhaitant devenir gouvernante ou enseignante<sup>5</sup>.

Pourtant, à partir des années 1850, le rôle domestique traditionnel dévolu aux femmes des classes moyennes se trouve ébranlé par les résultats du recensement de 1851 qui prévoit un « surplus » de femmes, destinées de fait au célibat. Fondé ou non (le problème viendrait plutôt de la nécessité de trouver un emploi avant le mariage), cette perception de la situation démographique fait naître un débat public sur le problème du devenir de ces femmes célibataires<sup>6</sup>. Cette crise pousse les féministes à l'action. Ainsi, Barbara Leigh Smith-Bodichon, Harriet Martineau et Bessie Rayner Parkes, connues ensuite sous le nom de *Langham Place Group*, publient une série d'articles mettant en exergue les besoins des femmes en matière d'études, de formation et d'emploi. Selon elles, de nouvelles opportunités doivent s'ouvrir à elles afin de ne pas

3 Felicity Hunt, « Divided Aims: the Educational Implications of Opposing Ideologies in Girls' Secondary Schooling, 1850-1940 », in *Lessons for Life*, *op. cit.*, p. 3-21.

4 Pour la formation des enseignantes et leur « professionnalisation » avant 1870 en Angleterre, voir Christina de Bellaigue, *Educating Women: Schooling and Identity in England and France, 1800-1867*, Oxford. Oxford University Press, 2007 et, de la même auteure, « The development of teaching as a Profession for Women before 1870, *The Historical Journal*, vol. XLIV, n   4, d  c. 2001, p. 963-988.

5 June Purvis, *A History of Women's education...*, *op. cit.*, p. 36-42. En 1851, 5 710 femmes et 55 239 hommes fréquentent ces instituts en Angleterre et au Pays de Galles.

6 Sur la « femme exc  dentaire » et les d  bats que la question suscite, voir Kathrin Levitan, « Redundancy, "the Surplus Woman" problem, and the British Census, 1851-1861 », *Women's History Review*, vol. XVII, n   3, 2008, p. 359-376; Ellen Jordan, *The Women's Movement and Women's Employment in Nineteenth-Century Britain*, Londres/New York, Routledge, 1999. Pour replacer la question des « surplus women » dans une perspective plus large, voir K. Canning, « The "Woman Question" », in Stephan Berger (dir.), *A companion to nineteenth-century Europe, 1789-1914*, Oxford, Wiley Blackwell, 2006, p. 193-208 et Catherine L. Dollard, *The surplus woman: unmarried in Imperial Germany 1871-1918*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2009.

les forcer à devenir des fardeaux pour la société<sup>7</sup>. Ainsi, l'image de la femme excédentaire (« *surplus woman* ») offre à ces féministes l'occasion idéale de s'assurer du soutien public pour la formation professionnelle et l'emploi des femmes. En 1858, la mise sur pied de l'*English Woman's Journal* leur fournit les moyens de faire connaître leurs idées<sup>8</sup>. Ces écrits poussent Jessie Boucherett, une femme du Lincolnshire issue d'une famille de propriétaires terriens conservateurs, à venir jusqu'à Londres pour proposer son aide. Au cours de l'été 1859, elle approche Bessie Rayner Parkes à Langham Place et lui soumet l'idée de la création d'une organisation qui proposerait aux femmes des classes moyennes une formation professionnelle et un emploi. Pour Boucherett, il convient de renforcer l'instruction générale des jeunes filles afin de prouver leur capacité à occuper des emplois dans le domaine commercial, où les possibilités d'embauche deviennent de plus en plus nombreuses. Avec l'appui du groupe de Langham Place, des fonds sont levés pour venir en aide à sa cause et la *Society for Promoting the Employment of Women* (Société pour la promotion de l'emploi des femmes, SPEW) est créée. Formée d'un comité de douze femmes et de douze hommes, présidée par un homme, le philanthrope Lord Shaftesbury, la SPEW se réunit pour la première fois le 7 juillet 1859<sup>9</sup>. Si Boucherett et son cercle rapproché de femmes prennent très vite la direction effective de la société, il n'en demeure pas moins que les soutiens masculins sont recherchés<sup>10</sup>. Clé de son succès, la SPEW est en effet soutenue par la puissante *National Association*

7 Barbara Bodichon, *Women and Work*, London, C.S. Francis and Company, 1857 et Harriet Martineau, « Female Industry », *Edinburgh Review*, n° 109, April 1859, p. 293-336. Voir Sheila Herstein, « The Langham Place Circle and Feminist Periodicals of the 1860s », *Victorian Periodicals Review*, vol. XXVI, n° 1, Spring 1993, p. 24-27. Susan Hamilton et Janice Schroeder ont rassemblé des documents clés concernant les campagnes féministes de l'époque victorienne pour améliorer l'éducation des femmes et des filles dans *Nineteenth-century British Women's Education, 1840-1900: Girls' and women's education: arguments and experiences*, vol. II, Londres, Routledge, 2007.

8 Sur l'*English Woman's Journal* et ses fondateurs voir Candida Ann Lacey, *Barbara Leigh Smith Bodichon and the Langham Place Group*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1987, et Jane Rendall (dir.), *Equal or Different: Women's Politics 1800-1914*, Oxford/New York, Basil Blackwell, 1987.

9 Annual Report, 1860. GCIP SPTW 2/1, GCA.

10 L'examen des registres de présence aux réunions du comité général et du comité de management de la SPEW montre que, dès les débuts de la société, l'assiduité des membres hommes est très inférieure à celle des femmes. Par ailleurs, le leadership de Jessie Boucherett est généralement occulté par des contemporains soucieux de mettre en avant la coopération entre hommes et femmes au sein de la société. Voir Sarah Richmond, *Philanthropy, Entrepreneurship and Transnational Exchange: Women's Campaigns for Employment in Berlin and London, 1859-1900*, PhD thesis, Université de Nottingham, 2011, p. 29-139, et plus particulièrement sur le rôle de Boucherett au sein de la société, Ellen Jordan, Ann Bridger, « "An Unexpected Recruit to Feminism": Jessie Boucherett's "Feminist Life" and the importance of being wealthy », *Women's History Review*, vol. XV, n° 3, 2006, p. 385-412.

for the Promotion of the Social Sciences (Association nationale pour la promotion des sciences sociales, NAPSS), groupe de pression pour la réforme sociale constitué de certaines des figures politiques les plus importantes du moment. Le 8 décembre 1859, les deux entités s'associent<sup>11</sup>.

Si la bibliographie relative au groupe féministe de Langham Place est abondante, les travaux sont plus rares concernant la SPEW et ses premières activités en matière de formation. Un livre commémoratif lui a été consacré à l'occasion de son 150<sup>e</sup> anniversaire<sup>12</sup>. Surtout, l'histoire des débuts de la SPEW a été revisitée à partir d'une approche transnationale. Celle-ci a été développée, d'une part au sein de mon propre travail de thèse qui examine les liens entre la dite société et la *Letzte-Verein* de Berlin fondée quelques années plus tard, en 1866, et largement inspirée du modèle britannique<sup>13</sup>; et d'autre part par James Albisetti, qui a proposé une approche comparée des diverses initiatives européennes qui, dans le sillage de la SPEW de la fin des années 1850 à la fin des années 1870, proposent aux femmes célibataires des classes moyennes une issue digne, à travers formation professionnelle et emploi<sup>14</sup>. Toutefois, les initiatives prises par la SPEW en matière de formation aux métiers du commerce et du bureau sont mal connues. Certes, cette formation « commerciale » n'est pas la seule formation dispensée au sein de cette société : tout un système d'apprentissage est en effet mis en place dans un certain nombre de domaines, dans des métiers artistiques comme la photographie, la gravure sur verre et la dorure, mais également dans la coiffure, la typographie et la pharmacie hospitalière<sup>15</sup>. Mais la formation commerciale paraît centrale. Dans un article du 14 novembre 1859 du *Liverpool Mercury*, un influent journal local dont la diffusion s'étend jusqu'à Londres, les projets de la SPEW sont ainsi résumés :

11 Eileen Janes Yeo, *The contest for social science: relations and representations of gender and class*, Londres, Rivers Oram Press, 1996; Lawrence Goldman, *Science, Reform, and Politics in Victorian Britain: The Social Science Association, 1857-1886*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

12 Ann Bridger, Ellen Jordan, *Timely Assistance: The Work of the Society for Promoting the Training of Women, 1859-2009*, Ashford, Society for Promoting the Training of Women, 2009.

13 Sarah Richmond, *Philanthropy, Entrepreneurship and Transnational Exchange*, *op. cit.*

14 James Albisetti, « Philanthropy for the middle class: vocational education for girls and young women in mid-Victorian Europe », *History of Education*, vol. XLI, n° 23, May 2012, p. 287-301.

15 Pour en savoir plus sur les emplois pour les femmes en typographie et en pharmacie hospitalière, voir respectivement : Michelle Tusan, « Reforming Work, Gender, Class, and the Printing Trade in Victorian Britain », *Journal of Women's History*, vol. XVI, n° 1, 2004, p. 103-126; Ellen Jordan, « "Suitable and Remunerative Employment": The feminization of hospital dispensing in late nineteenth-century England », *Social History of Medicine*, vol. XV, n° 3, 2002, p. 429-456.

« Après de nombreuses discussions dans les journaux et aux congrès des sciences sociales, l'emploi des femmes est sur le point d'être encouragé [...]. Un comité [...] a également formé une société dont l'objet est de créer une grande école pour les filles et les jeunes femmes, où elles pourraient être formées particulièrement à la vente en magasin, à la comptabilité, à la tenue des livres, etc. »<sup>16</sup>.

Au début de l'année 1860, la société fonde en effet un bureau de rédaction juridique chargé de former et d'employer des femmes à la production de documents légaux. En février de la même année, un cours de tenue des livres est ouvert pour des femmes adultes et en juillet, c'est une école pour les filles de moins de quatorze ans qui démarre, dispensant un enseignement axé sur l'arithmétique et la comptabilité. En quoi ces formations ont-elles pu former un terrain d'essai et un outil de promotion de l'aptitude des femmes à la formation et à l'emploi, notamment dans le domaine commercial? À l'appui d'une riche bibliographie relative à l'accès des femmes aux emplois du commerce et du bureau<sup>17</sup>, notre article propose donc d'examiner les modalités concrètes de la mise en œuvre de ces cours et leur fonctionnement, et d'évaluer leur impact sur l'accès des femmes à l'emploi tertiaire en développement lors de ce dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour saisir l'activité de la SPEW en la matière, il faut recourir aux rapports annuels de la société, aux registres des minutes des réunions de comité et aux courriers personnels échangés par ses dirigeant-e-s, archives conservées au Girton College de Cambridge, premier internat féminin, fondé par Barbara Leigh Smith-Bodichon, à proposer aux femmes une éducation menant à un diplôme universitaire<sup>18</sup>. Les comptes rendus des journaux, ainsi que ceux des visiteurs de la société, donnent un meilleur aperçu de son travail. En revanche, les documents relatifs aux cours fondés par la société et à leurs élèves sont peu nombreux. Cependant, toutes ces archives réunies donnent un bon aperçu des

16 « Summary-domestic », *Liverpool Mercury*, 14 November 1859.

17 Sur l'accès des femmes aux emplois du commerce et du bureau, voir : Deborah Simonton, « New Work: White Blouses in the Tertiary Sector », p. 233-260, in Deborah Simonton (dir.), *A History of European Women's Work: 1700 to the Present*, Londres, Routledge, 2013; Meta Zimmeck, « Jobs for the Girls: the expansion of clerical work for women, 1850-1914 », in Angela V. John (dir.), *Unequal Opportunities: Women's Employment in England 1800-1918*, Oxford, Basil Blackwell, 1996; et pour les évolutions postérieures aux années 1870 : Gregory Anderson, *The White Blouse Revolution: Female Office Workers Since 1870*, Manchester, Manchester University Press, 1988. Pour les femmes dans les domaines précis de la rédaction juridique, tenue des livres et de la vente, voir plus loin.

18 Sur les archives de la SPEW, voir Michelle Elizabeth Tusan, « "Not the Ordinary Victorian Charity": The Society for Promoting the Employment of Women Archive », *History Workshop Journal*, n° 49, 2000, p. 220-230.

difficultés rencontrées par celles et ceux qui tentèrent de donner aux femmes une formation professionnelle et des enjeux sociaux que cette formation posait alors. Nous envisagerons donc successivement le « bureau-école » de rédaction juridique, puis les formations, pour les jeunes filles et les femmes, à la comptabilité et tenue des livres.

## **I – Le « bureau-école » de rédaction juridique : des femmes pour travailler auprès des avocats et des notaires**

Le 30 janvier 1860, une classe de rédaction juridique ouvre ses portes à Queen's Square, Bloomsbury-Londres, sous la direction de la SPEW. Miss Martin, la fille d'un directeur de cabinet juridique, est alors embauchée à raison de 12 shillings par semaine pour assurer cinq heures d'enseignement par jour. Dès le 3 avril 1860, deux militantes de la société, Matilda Hays et Adelaïde Proctor, font circuler une annonce auprès des avocats les invitant à fournir du travail à la classe de rédaction juridique<sup>19</sup>. La classe déménage ce même mois au 12 Portugal Place et accueille alors une dizaine de femmes, formées et employées à fournir un service aux avocats et autres professionnels. Le travail consiste à rédiger des testaments, des contrats synallagmatiques, des contrats de location, des dossiers, des factures et des affidavits. Pour leur formation, les élèves versent une prime d'une guinée<sup>20</sup> par mois et, au fil du temps, elles parviennent à gagner un salaire moyen de seize shillings par semaine. C'est Maria Rye, fille d'avocat et féministe clé au sein du groupe de Langham Place, qui dirige alors ce bureau-école<sup>21</sup>.

Si les postes de rédacteurs et de copistes juridiques des cabinets d'avocats sont alors occupés par des hommes<sup>22</sup>, les dirigeant-e-s de la SPEW n'en esti-

---

19 Minutes of the General Commitee, 3 avril 1860. GCIP SPTW 1/1/1, Girton College Archive (désormais GCA).

20 Une guinée vaut alors 21 shillings.

21 Pour plus d'information sur l'entreprise de rédaction juridique de Maria Rye, voir Katherine Bradley and Helen Sweet (dir.), *Women in the Professions: Politics and Philanthropy 1840-1940*, Trafford Publish., 2009, p. 24.

22 On connaît mal le métier de rédacteur juridique au XIX<sup>e</sup> siècle. Richard Abel note que les cabinets d'avocats avaient largement recours à une gamme importante de personnel, y compris des rédacteurs et copistes juridiques mais il n'évoque pas l'implication des femmes dans ce domaine précis : Richard L. Abel, *The Making of the Legal Profession*, Washington DC, Beard Books, 2005, p. 203. En revanche, des témoignages de contemporains évoquent la présence, discrète, de femmes employées aux écritures juridiques et généralement mal payées. Voir Anna Jameson, *Memoirs and Essays Illustrative of Art, Literature and Social Morals*, Londres, 1846, p. 236-237.

ment pas moins que cela puisse être une tâche appropriée pour des femmes. Pour défendre ce point de vue, ils et elles soutiennent que le métier repose sur des compétences traditionnellement « féminines » : les femmes en formation doivent posséder une écriture nette et travailler, assises à des bureaux derrière des portes closes, à copier des documents habituellement écrits sur un parchemin (ou simili-parchemin) « avec une écriture spéciale »<sup>23</sup>. Un certain nombre d'observateurs contemporains rendent compte des activités du bureau-école, en plus des rapports établis par la société elle-même. Arthur Munby, célèbre diariste qui a une profonde fascination pour les femmes au travail, commente ainsi les travaux de la société en 1863<sup>24</sup> : après avoir visité le bureau de rédaction juridique de la société dirigé par Maria Rye à Portugal Place à Londres, il raconte sa rencontre avec Miss Francies, la directrice adjointe, « une personne de moins de trente ans, calme, féminine, habillée modestement : elle ressemblait à une gouvernante »<sup>25</sup>. Et de poursuivre : « sur le côté, parmi les registres, les dossiers et le matériel de travail, il y avait un petit panier à ouvrage, un dé et des ciseaux : une juxtaposition pittoresque et touchante »<sup>26</sup>. Cette image de femmes bien habillées, assises confortablement et se livrant à des travaux d'aiguille pendant les périodes creuses, répond aux normes en vigueur définissant le type de travail que les femmes sont physiquement aptes à accomplir. Comme le souligne Levine-Clarke, « les croyances sur le corps féminin structuraient les possibilités d'emploi des femmes, de la même manière que le genre de travail qu'elles accomplissaient définissait la perception qu'avaient les femmes de leurs capacités physiques, ainsi que plus largement les perspectives d'emploi approprié pour les femmes »<sup>27</sup>. La rédaction juridique devient ainsi l'une des activités jugées adéquates pour les femmes car elle repose sur une « justification physique similaire, à savoir que les femmes possèdent une délicatesse de manipulation, une patience et un soin » dans leur travail qui « profiteraient à tout emploi requérant une technique fine »<sup>28</sup>.

23 Maria Diamond, *Emigration and Empire: The Life of Maria S. Rye*, Londres, Routledge, 1999, p. 47.

24 Sur Munby, voir Liz Stanley, « Munby, Arthur Joseph (1828–1910) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, September 2004 ; édition en ligne, mai 2006 : <<http://www.oxforddnb.com/view/article/35147>> (consulté le 2 mai 2013).

25 Cité dans Marion Diamond, *Emigration and Empire...*, *op. cit.*, p. 50.

26 *Ibid.*

27 Marjorie Levine-Clark, *Beyond the Reproductive Body: The Politics of Women's Health and Work in Early Victorian England*, Columbus, Ohio State University, 2004, p. 7.

28 Kyriaki Hadjiafxendi, Patricia Zakreski, *What is a woman to do? a reader on women, work and art, c. 1830-1890*, Berne, Peter Lang, 2011, p. 231.

Anne Thackeray Ritchie, amie d'Adelaïde Proctor et membre du comité général de la SPEW, décrit quant à elle les premières années du bureau de rédaction juridique dans un essai intitulé « Travailleuses et femmes célibataires » publié en 1874<sup>29</sup>. Elle raconte ainsi que, à son arrivée dans les bureaux du 12 Portugal Place ouvert depuis dix mois, elle fut « plutôt déçue de ne pas y trouver les toiles d'araignées et la poussière habituelles » auxquelles elle s'attendait : « La directrice assise dans une petite pièce confortable, les employées occupées à leur bureau dans une autre pièce, si occupées qu'elles ne levèrent même pas les yeux à notre arrivée et qu'elles poursuivirent assidûment leur travail à l'aide de crayons métalliques »<sup>30</sup>. En mettant en évidence la propreté et la salubrité de l'environnement de travail, Ritchie, tout comme Munby, décrit le travail dans des termes qui puisse le rendre acceptable pour les femmes souhaitant s'y engager.

Cependant, contrairement à Munby, elle raconte aussi la pénibilité du travail. Les employées

« travaillent de dix heures jusqu'à environ six heures. Néanmoins ces horaires ne sont pas réguliers ; il y a parfois un surcroît de travail qui doit être fait et dans ce cas, les malheureuses employées passent la nuit à leur bureau, grattant le papier avec lassitude, et elles reviennent le matin, les yeux vitreux, le visage pâle, et incapables de faire grand-chose. Parfois, au contraire, il n'y a que peu de travail, et elles restent assises à attendre dans le bureau, travaillant à leur ouvrage de broderie pour passer le temps »<sup>31</sup>.

Elle poursuit : « beaucoup d'entre elles perdaient courage, se mettaient à pleurer au dernier moment, souhaitaient ne venir qu'un après-midi et repartaient pour se lancer à nouveau à la recherche d'un emploi »<sup>32</sup>. Maria Rye elle-même confirme cette difficulté dans une lettre adressée à un dirigeant de la société, dans laquelle elle déplore le fait qu'une employée « qui avait la plus jolie écriture est partie à la fin des mois d'essai parce que cela ne convenait pas à sa santé, et Miss Locke n'est même jamais venue!!! Son père avait peur de la distance à parcourir les soirs d'hiver »<sup>33</sup>. À l'exception de ces comptes rendus,

---

29 Anne Thackeray Ritchie, « Toilers and Spinsters », in *Toilers and Spinsters: And other Essays*, Londres, Smith Elder, 1874, p. 19.

30 *Ibid.*, p. 20.

31 *Ibid.*, p. 20.

32 *Ibid.*, p. 21.

33 Maria Rye, 10 December 1860. GCPP Parkes 10/55, GCA.

il y a peu, voire pas du tout, de traces de ce que les apprenties elles-mêmes pensaient de ce travail<sup>34</sup>.

L'autre difficulté, et non des moindres, réside dans l'opposition marquée des hommes à l'entrée de femmes dans la profession. L'*Alexandra Magazine*, un périodique dédié aux questions féministes, rapporte en effet :

« l'obstacle habituel se dresse en travers du chemin, à savoir la jalousie des hommes déjà engagés dans cette profession. Les rédacteurs juridiques de Londres forment une sorte de guilde, de corporation fermée, où nul n'est admis avant d'avoir effectué un apprentissage de sept ans [...]. Si le responsable d'un bureau venait à embaucher une employée, il courait le risque que tous les hommes de son entreprise le quittent dans l'instant »<sup>35</sup>.

À la concurrence hommes/femmes pour l'emploi, s'ajoute pour des raisons de moralité le refus de la mixité sur un même lieu de travail. Maria Rye explique ainsi aux dirigeants-e-s de la société qu'elle a embauché « un homme et un jeune garçon, le premier pour me décharger, le second pour satisfaire les avocats qui se plaignaient, à mon avis avec raison, de ce que mes jeunes femmes puissent rencontrer leurs jeunes hommes »<sup>36</sup>. Les normes de bienséance qui régissent les relations entre hommes et femmes, cette fois placées en dehors du contrôle social exercé par l'environnement familial, compliquent en effet la tâche à accomplir par la société. Si des avocats sollicitent la collaboration d'un bureau de rédaction juridique n'employant que des femmes, leurs inquiétudes vis-à-vis des contacts entre ces dernières et leurs propres employés restent vives<sup>37</sup>.

Enfin, le manque d'expérience professionnelle des jeunes femmes ajouté à la pauvreté de leurs contacts dans le monde du travail ne facilitent pas leurs débuts, comme le souligne encore Ritchie : « Au début ce fut un travail ardu. Les rédactrices débutaient dans leur travail; les avocats étaient réticents à le lire. Beaucoup de leurs employés semblaient eux aussi mal disposés envers

34 Krista Cowman et Louise Ainsley Jackson appellent à mener des recherches pour mettre en évidence l'expérience du travail des femmes des classes moyennes au XIX<sup>e</sup> siècle, approcher leur environnement de travail et leur rapport « au moi ». Voir Joyce Senders Pedersen, « Victorian Liberal Feminism and the "Idea" of Work », in Krista Cowman, Louise Ainsley Jackson (éd.), *Women and Work Culture, c. 1850-1950*, Aldershot, Ashgate, 2005, p. 27-47.

35 « Law-Copying as an Employment for Women », *Alexandra Magazine*, vol. I, September 1864, p. 305-310.

36 Maria Rye, 10 December 1860. GCPP Parkes 10/55, GCA.

37 Sur la ségrégation professionnelle et le refus de la mixité sur les lieux de travail, voir Catherine Hakim, *Key Issues in Women's Work: Female Heterogeneity and the Polarisation of Women's Employment*, London, Athlone, 1996, p. 170.

ces pauvres femmes. Cependant, d'autres se montrèrent très gentils ; l'un d'eux en particulier vint voir Miss Rye de son propre chef pour lui signaler que des erreurs avaient été commises, et il en profita pour lui donner de nombreux conseils d'une grande utilité »<sup>38</sup>.

Le soutien des hommes travaillant dans le domaine juridique s'avère crucial. Dans son premier compte-rendu, fait en personne au cours d'une réunion du comité de la SPEW en juin 1860, seulement quelques mois après avoir pris son poste de directrice, Maria Rye informe tous les présent-e-s que « le succès est dû en grande partie à la courtoisie sans faille et à la gentillesse inépuisable des [...] cabinets qui nous confièrent nos premiers travaux » et dont « les conseils », « l'aide » et « les indications » les ont aidés à créer une entreprise que seules « la négligence et l'inattention pourraient détruire »<sup>39</sup>. En décembre de la même année, elle informe les dirigeant-e-s de la société que six nouveaux cabinets lui ont confié du travail, et parmi eux deux qui s'engagent à lui en donner de façon régulière car très intéressés par « la démarche »<sup>40</sup>. En décembre 1864, la Maison des Indes leur assure ainsi une grosse commande<sup>41</sup>. Le bureau de rédaction juridique étant très fréquemment présenté par Rye comme une œuvre charitable, les employeurs peuvent ainsi aisément justifier leur soutien à la cause par souci progressiste et philanthropique<sup>42</sup>. Les bas salaires pratiqués pour le travail fourni par les femmes du bureau-école, en comparaison avec les prix pratiqués par les employés hommes des cabinets juridiques, forment toutefois une autre motivation.

Le bureau de rédaction juridique disparaît des archives de la SPEW à partir de 1876. Le bilan est alors très mitigé puisque les femmes n'ont pas vraiment percé dans ce métier : 21 rédactrices juridiques sont recensées en 1861, puis 51 en 1871 et enfin environ 100 en 1881. Mais une nouvelle période s'ouvre alors, celle d'un métier de rédacteur/rédactrice juridique en voie de disparition car menacé par les nouvelles techniques d'imprimerie. L'attention

---

38 Anne Thackeray Ritchie, « Toilers and Spinsters », art. cit., p. 20-21.

39 « Society for Promoting the Employment of Women », *English Woman's Journal*, vol. V, n° 30, 1860, p. 389-396 (citation p. 390).

40 Maria Rye, 10 December 1860. GCPP Parkes 10/55, GCA.

41 Minutes of the General Committee, 2 December 1864. GCIP SPTW 1/1/1, GCA. Diamond pense que cette commande leur fut probablement accordée sur recommandation de Florence Nightingale, *Emigration and Empire*, op. cit., p. 52.

42 Sarah Richmond, op. cit., p. 174-175. Cet avis est partagé par Ellen Jordan, *The Women's Movement...*, op. cit., p. 105.

de la SPEW est donc déjà largement orientée vers les nouvelles possibilités d'embauche représentées par les métiers du bureau et du commerce.

## II – L'école commerciale pour former des femmes comptables

Dans les années 1860, la question de l'ouverture des activités commerciales aux femmes se pose différemment, tant le spectre des métiers est là bien plus étendu que la rédaction juridique. En effet, la tenue des livres de comptes est indispensable aux marchands et commerçants qui ont besoin de tenir une comptabilité précise de toutes leurs transactions. Les distributeurs de gros et de détail en nourriture aussi bien qu'en habillement font commerce d'une grande variété d'articles et les transactions peuvent devenir complexes. Les meuniers, boulangers, bouchers, épiciers, poissonniers, marchands de fruits, merciers, bonnetiers, fourreurs, confectionneurs, négociants en soie et tailleurs ne représentent alors qu'une partie de tous les commerçants susceptibles d'avoir besoin d'un comptable pour s'occuper de leurs registres. Dans son *Manuel de comptabilité* publié en 1856, Henry Tuck estime que les grossistes et détaillants « subissent d'énormes pertes » à cause de « la mauvaise façon d'enseigner la comptabilité dans nos écoles publiques et privées » et « rares sont les négociants qui utilisent un système de comptabilité parfait »<sup>43</sup>. Pour la SPEW, il s'agit là d'une opportunité à saisir et d'un domaine professionnel à investir plus largement : la tenue des comptes de boutiques, petites entreprises, hôtels et entrepôts constituent autant de possibilités d'emploi pour les femmes<sup>44</sup>. D'autant que la présence des femmes dans les activités comptables est déjà ancienne. En effet, ces dernières jouent un rôle capital dans la tenue des comptes du foyer, et il est certain que beaucoup tiennent également les comptes pour l'entreprise familiale ou pour des associations charitables. En revanche, rien n'existe pour elles en matière de formation. Entre février et

---

43 Henry Tuck, *The Manual of Bookkeeping: Wholesale and Retail Traders' Manual of Book-keeping*, Londres, Bell, 1856.

44 Sur la place des femmes dans la tenue des livres ou la comptabilité, voir Stephen P. Walker, « How to secure your husband's esteem. Accounting and private patriarchy in the British middle-class household during the nineteenth century », *Accounting, Organizations and Society*, vol. XXIII, n° 5-6, 1998, p. 485-514 et, du même auteur, « Identifying the woman behind the "railed-in desk": The proto-feminisation of bookkeeping in Britain », *Accounting, Auditing and Accountability Journal*, vol. XVI n° 4, 2003, p. 606-639. Pour le travail des femmes dans la vente de détail, voir Alison Kay, « Retailing, Respectability and the Independent Woman in Nineteenth-century London », p. 152-167 in Robert Beachy, Béatrice Craig, Alastair Owens, *Women, Business and Finance in Nineteenth-Century Europe: Rethinking Separate Spheres*, Oxford, Berg, 2006.

juillet 1860, la SPEW ouvre alors deux institutions dispensant une formation commerciale, l'une aux femmes adultes, l'autre aux jeunes filles de moins de 14 ans.

### **1 – L'école commerciale pour les jeunes filles de commerçants**

L'école commerciale créée par Jessie Boucherett se destine explicitement aux filles des petites classes moyennes, plus particulièrement aux filles de commerçants et de « travailleurs hautement qualifiés »<sup>45</sup>. En effet, recruter en deçà de ces petites classes moyennes, c'est-à-dire au sein des classes laborieuses, est d'emblée écarté au motif de l'insuffisance de l'instruction initiale : « les femmes sans éducation ne pourraient rien faire pour nous [...] nos expériences échoueraient »<sup>46</sup>. Au minimum d'instruction garanti par une scolarité primaire effective, s'ajoute le souci de recruter auprès d'un milieu « respectable ». En 1860, le rapport annuel de la SPEW explique qu'« aucune jeune fille ne serait admise à moins de fournir un certificat de moralité de la main du pasteur de sa paroisse ou de celle de deux propriétaires respectables »<sup>47</sup>. En 1864, 28 filles de commerçants fréquentent alors l'école, 80 l'année suivante<sup>48</sup>. Le rapport annuel de 1866 précise que sur 89 élèves inscrites, 75 sont assidues. En 1868, la barre des 100 élèves inscrites est dépassée, preuve de la popularité croissante de l'école<sup>49</sup>. Cette année-là, l'école commerciale est explicitement rebaptisée « École pour filles de la classe moyenne ». Par là, les parents et tuteurs qui paient « un shilling et six pence » par semaine au titre des frais de scolarité se voient ainsi assurés que leurs filles fréquentent un établissement honorable<sup>50</sup>.

Selon le rapport annuel de 1864, l'école se charge « de dispenser une éducation solide, pratique, anglaise, permettant ensuite aux jeunes filles d'obtenir des emplois de comptables, de vendeuses, [...], etc. »<sup>51</sup>. Les matières enseignées renforcent d'une part la formation générale, encore souvent incomplète des jeunes filles, et d'autre part apportent une formation pratique, à but professionnel, afin de leur permettre d'entrer dans le monde du travail. Les matières enseignées

---

45 Annual Report, 1868. GCIP SPTW 2/1, GCA.

46 Annual Report, 1860. GCIP SPTW 2/1, GCA.

47 Annual Report 1860. GCIP SPTW 2/1, GCA.

48 Annual Report, 1864. GCIP SPTW 2/1, GCA.

49 Annual Report, 1868. GCIP SPTW 2/1, GCA.

50 *Ibid.*

51 Annual Report, 1864. GCIP SPTW 2/1, GCA.

sont les suivantes : « la lecture, écriture, arithmétique, l'anglais, l'histoire des Écritures, la géographie, la tenue des livres, le dessin, la grammaire anglaise et la composition »<sup>52</sup>. Pour Boucherett, « la fille d'un commerçant, qui écrit bien et calcule rapidement, sera plus utile dans la boutique de son père ou sera plus apte à obtenir un emploi ailleurs, qu'une autre qui écrit et calcule mal, mais qui possède des rudiments de français, de peinture à l'aquarelle et de piano-forte »<sup>53</sup>.

Les débouchés professionnels de la formation dispensée sont très largement mis en avant dans les rapports annuels de la société. Ainsi, le rapport de 1866 explique comment « une jeune fille a obtenu un emploi dans un entrepôt de jouets et frivolités en gros, une autre aide son père dans sa boutique [...] une quatrième a obtenu un travail temporaire de comptable dans un hôtel, dont on espère qu'il se transformera en emploi permanent »<sup>54</sup>. En 1867, le rapport annuel expose de quelle manière les jeunes élèves peuvent trouver à s'embaucher après l'école, grâce aux réseaux d'amis ou de la famille, voire grâce à l'école. Cette année-là, deux élèves se placent comme vendeuse en magasin et comme comptable, une autre, Allemande d'origine, comme gouvernante<sup>55</sup>. Cette insistance sur les débouchés professionnels, tout comme l'absence de données chiffrées plus amples les concernant, témoignent des difficultés éprouvées alors pour faire valoir la formation et placer les élèves.

La société repère toutefois un domaine professionnel que les élèves peuvent facilement intégrer, la télégraphie. En 1870, 31 % des opérateurs de télégraphe sont des femmes, non formées à cette technique<sup>56</sup>. Boucherett n'a-t-elle pas entendu dire que « des jeunes femmes employées dans le service du télégraphe faisaient mal leur travail et envoyaient des messages erronés? »<sup>57</sup>. Pour former les candidates idéales pour travailler dans les services télégraphiques, Boucherett suggère de développer des cours renforcés de langues

52 *Ibid.*

53 Jessie Boucherett, *Hints on Self-help: A Book for Young Women*, London, S.W. Partridge, 1863, p. 196.

54 Annual Report, 1866. GCIP SPTW 2/1, GCA.

55 Annual Report, 1867. GCIP SPTW 2/1, GCA.

56 Pour le travail des femmes en télégraphie en Angleterre, voir Jeffrey Kieve, *The Electric Telegraph: A Social and Economic History*, Newton Abbot, David and Charles, 1973, p. 39 et 85; Anna Davin, « Women Telegraphists and Typists », in Amanda Devonshire, Barbara Wood (éd.), *Women in Industry and Technology from Prehistory to the Present Day*, Londres, Museum of London, 1996; « The British telegraph network », in Roland Wenzlhuemer, *Connecting the Nineteenth-Century World: The Telegraph and Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 163-210.

57 Minutes for the Managing Committee, 4 May 1870. GCIP SPTW 1/2, GCA.

étrangères. Car si une candidate à un emploi de télégraphiste doit avoir des qualités rédactionnelles et maîtriser les calculs de base, la connaissance, même rudimentaire, du français ou de l'allemand peut être appréciée. Pour un coût supplémentaire pour les parents, des cours de français sont alors organisés à l'école commerciale deux fois par semaine. En 1872, seules neuf élèves fréquentent ces cours<sup>58</sup>.

Les élèves de l'école sont autorisées par ailleurs à se présenter aux examens pour l'obtention du certificat de comptabilité, délivré à Londres au King's College. En 1868, trois des jeunes filles les plus âgées obtiennent leur certificat, huit en 1870. Si le nombre de certifiées est certes réduit, il n'en démontre pas moins que la société apporte là une formation complète aux jeunes filles, sans doute équivalente à celle des garçons, leur permettant d'accéder à des certifications jusqu'alors uniquement masculines et sans doute mieux monnayables sur le marché du travail.

## **2 – Les cours du soir pour les femmes adultes**

L'organisation des cours de comptabilité pour les femmes adultes est exposée dans les minutes du comité général de la SPEW. On y apprend que, dès le 6 février 1860, des cours de comptabilité élémentaire se tiennent dans une salle de classe louée à Queen's Square dans le quartier de Bloomsbury. Miss Sophia Jex-Blake est en charge de ces cours<sup>59</sup> : la future médecin, une des leaders de la campagne pour la formation médicale des femmes et militante pour l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi<sup>60</sup>, n'est alors âgée que de 20 ans. Cette jeune femme suit au Queen's College une formation pour devenir enseignante et donne également des cours privés de mathématiques dans le même établissement. Elle est hébergée par une autre enseignante, amie de la famille, Octavia Hill, connue plus tard pour son action philanthropique et réformatrice en faveur du logement populaire et de la résorption des taudis londoniens. C'est cette dernière qui, pour éponger les dettes familiales, donne des leçons de comptabilité et transmet ainsi quelques rudiments (la formation n'aurait duré

---

58 Annual Report, 1872. GCIP SPTW 2/1, GCA.

59 Minutes for the General Committee, 6 February 1860. GCIP SPTW 1/1/1, GCA.

60 Voir Sophia Roberts, *Sophia Jex-Blake: A Woman Pioneer in Nineteenth-Century Medical Reform*, Londres, Routledge, 1993.

que trois soirées) à Sophia Jex-Blake<sup>61</sup>. Ils lui suffisent pour se voir embauchée par la SPEW pour assurer deux cours en soirée par semaine. L'expérience est cependant de courte durée et témoigne d'une certaine improvisation. Dans une lettre au comité général de la société, Jessie Boucherett exprime son inquiétude concernant les cours de comptabilité qui « ne donnent pas satisfaction compte tenu de l'incompétence de l'enseignante et de la situation incommode de la maison » où ils sont dispensés<sup>62</sup>. Jex-Blake n'y enseigne alors plus et Boucherett demande au comité général l'autorisation de reprendre en main ces cours, trouver une salle dans un grand « secteur commercial » et recruter une bonne enseignante dont la rémunération doit être revue à la hausse, de 40 à 60 livres par an. Elle suggère également de donner à l'enseignante la moitié de la rétribution des étudiantes, une fois la société remboursée de l'argent qu'elle avance. Pour Boucherett, la qualité des cours dispensés est essentielle pour s'assurer du soutien populaire dans l'optique plus large de l'accession des femmes au domaine strictement masculin du travail de bureau. Boucherett s'investit alors pleinement dans la direction des cours commerciaux, qu'elle tient à inspecter trois fois par semaine pour vérifier le niveau de formation<sup>63</sup>.

Combien de femmes ont pu recevoir cette formation? Elles sont 12 en 1864, 28 entre juin 1865 et juillet 1866. L'assiduité aux cours s'améliore par ailleurs, sans doute du fait de leur passage en journée, l'après-midi ayant la préférence des femmes par rapport aux cours en soirée. En outre, le prix des cours baisse fortement, passant d'un shilling par semaine à quatre shillings et six pence par trimestre. Le rapport annuel de 1877 établit qu'au cours des dix années précédentes, 356 femmes ont assisté aux cours de comptabilité<sup>64</sup>. Comme pour les plus jeunes élèves de l'école commerciale, elles sont autorisées à passer les examens pour l'obtention du certificat professionnel de comptable délivré par le King's College, par l'entremise de James Haddon, examinateur et auteur d'un manuel comptable publié en 1851, dont l'implication semble avoir été détermi-

61 Stephen P. Walker évoque l'importance des compétences en comptabilité d'Octavia Hill dans son engagement philanthropique. Voir Stephen P. Walker, « Philanthropic Women and Accounting: Octavia Hill and the "Exercise of Quiet Power and Sympathy" », *Accounting, Business and Financial History*, vol. XVI, n° 2, 2006, p. 163-194. Et pour en savoir plus sur Octavia Hill et Sophia Jex-Blake, voir Jane Lewis, *Women and Social Action in Victorian and Edwardian England*, Londres, Edward Elgar, 1994 ; Barbara Caine, *Victorian Feminists*, Oxford, 1992 ; Nancy Boyd, *Josephine Butler, Octavia Hill, Florence Hill: Three Victorian Women Who Changed Their World*, Londres et Basingstoke, 1982.

62 Minutes for the General Committee, 1 May 1860. GCIP SPTW 1/1/1, GCA.

63 Minutes for the Managing Committee, 4 May 1870. GCIP SPTW 1/2, GCA.

64 Annual Report, 1877. GCIP SPTW 2/1, GCA.

nante dans l'acquisition par les femmes de qualifications dans ce domaine<sup>65</sup>. En 1897, le rapport annuel de la société explique que ces cours fonctionnent toujours et ont formé plus de 1 000 jeunes filles depuis leur création en 1860<sup>66</sup>.

Pour quels débouchés? À nouveau, si les rapports annuels de la société évoquent bien la question des emplois, ils donnent rarement des données précises. Le rapport de 1864 déclare que « plusieurs jeunes personnes sont tout à fait prêtes à devenir employées de bureau ou comptables » et, à partir de 1865, la secrétaire de la société, Gertrude King, aide celles qui ont obtenu leur certificat à trouver un emploi<sup>67</sup>. En 1870, le rapport annuel signale dix femmes qui ont trouvé un emploi de gouvernante et deux un emploi de comptable<sup>68</sup>. Celui de 1871 rapporte qu'une femme a obtenu une situation de comptable chez un grossiste de Londres, une autre chez un marchand de fruits du West End, et une autre encore chez un marchand d'art. En 1876, 13 femmes sur un total de 72 trouvent un emploi de comptable, 12 de gouvernante et une de vendeuse<sup>69</sup>. En 1878, les chiffres sont proches : sur 73 femmes, 10 s'embauchent comme employée de bureau ou comptable, 2 comme professeure de comptabilité et 2 comme vendeuse<sup>70</sup>. Les dirigeant-e-s de la société reconnaissent volontiers que se faire embaucher n'est pas chose facile et qu'« il est souvent difficile de trouver un premier emploi »<sup>71</sup>. Comme pour leurs jeunes camarades de l'école commerciale, de nombreuses femmes sont appelées dans l'entreprise familiale ou trouvent du travail grâce aux réseaux familiaux. Elles peuvent aussi créer elles-mêmes de nouveaux réseaux de recrutement, comme en 1876 où il est signalé qu'« une employée compétente en comptabilité a été le moyen de faire entrer d'autres femmes dans la même entreprise »<sup>72</sup>. À la fin des années 1870, il est même fait mention de deux cours du soir de comptabilité ouverts à Londres sur Marylebone Road et Regent Street et tenus tous deux par « une comptable certifiée formée dans un des cours de la société »<sup>73</sup>. Et d'une manière générale, les liens avec les employeurs potentiels sont mis

---

65 James Haddon, *Rudimentary Bookkeeping and Commercial Phraseology*, London, Weale, 1851.

66 Annual Report, 1897. GCIP SPTW 2/1, GCA.

67 Ann Bridger and Ellen Jordan, *Timely Assistance*, *op.cit.*, p. 31.

68 Annual Report, 1870. GCIP SPTW, 2/1, GCA.

69 Annual Report, 1876. GCIP SPTW, 2/1, GCA.

70 Annual Report, 1878. GCIP SPTW, 2/1, GCA.

71 Annual Report, 1876. GCIP SPTW, 2/1, GCA.

72 *Ibid.*

73 Annual Report, 1878. GCIP SPTW, 2/1, GCA.

en avant comme l'indique la transcription dans les minutes du comité de ce courrier du propriétaire de l'hôtel Westminster Palace de Londres à la société le 1<sup>er</sup> mai 1872<sup>74</sup>. À propos de deux femmes embauchées à la comptabilité de l'hôtel et formées aux cours du soir de la société, il précise : « leur comportement est si estimable, et leur aptitude au travail est si grande que cela me pousse à vous contacter et à vous demander s'il vous serait agréable que je vous transmette toute information concernant des vacances de poste qui pourraient se présenter au siège de l'entreprise »<sup>75</sup>.

Les membres de la SPEW sont aussi fort actifs et actives dans la promotion du travail des femmes dans les bureaux et, ce faisant, dans la promotion de leur propre formation. En 1874, Gertrude King écrit à la commission d'enquête de la fonction publique, créée par Disraeli en octobre de cette même année, pour suggérer que l'emploi des femmes dans la fonction publique se réalise « en plus grand nombre qu'actuellement ». À la commission qui l'interroge alors sur les capacités en comptabilité des femmes formées par la société (n'ont-elles jamais été « renvoyées pour cause d'incompétence ? »), King répond qu'« une fois qu'elles ont pris un bon départ, nous les revoyons rarement »<sup>76</sup>. « Informée par leurs employeurs des erreurs qu'elles peuvent commettre », la société n'a reçu que « très peu de plaintes »<sup>77</sup>. King précise que les élèves sont régulièrement contrôlées sur leurs aptitudes et ajoute : « Je leur demande toujours de m'écrire une lettre quelconque avant de les recommander pour des travaux de rédaction; et en général si elles doivent écrire sous la dictée, ou accomplir une tâche nécessitant une orthographe soignée, je leur fais faire une dictée »<sup>78</sup>.

## Conclusion

La Société pour la promotion de l'emploi des femmes – SPEW – est la première organisation en Angleterre à proposer une formation professionnelle et des perspectives d'emploi aux femmes des classes moyennes à partir de 1860. Les cours de comptabilité de la société servent de modèle, non seulement à Londres pour de nombreuses écoles commerciales qui ouvrent au cours du

---

74 Minutes for the Managing Committee, 1 May 1872. GCIP SPTW 1/2, GCA.

75 *Ibid.*

76 Minutes for the General Committee, 9 October 1874. GCIP SPTW 1/1/1, GCA.

77 *Ibid.*, p. 298.

78 *Ibid.*, p. 299.

dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, mais également au-delà de la Manche, à Berlin, où les hommes et les femmes qui fondent la *Lette-Verein* en 1866 pour donner aux femmes des classes moyennes une formation et un emploi se réfèrent explicitement à l'exemple britannique<sup>79</sup>. Ces efforts transnationaux pour développer la formation commerciale des femmes montrent alors bien que l'opinion devient de plus en plus favorable à l'idée du travail des femmes dans ce domaine<sup>80</sup>.

Les stratégies utilisées par la SPEW pour faire admettre la nécessité de former les femmes au commerce méritent d'être soulignées. D'une part, la coopération entre hommes et femmes d'influence dans la mise en place du projet féministe est essentielle. La société s'appuie sur le soutien d'hommes qui sympathisent avec ses objectifs, des avocats qui fournissent du travail au bureau de rédaction juridique aux défenseurs de la SPEW au sein de l'Association nationale pour la promotion des sciences sociales. Le soutien de ces derniers est déterminant car ces hommes possèdent un pouvoir et une autorité qui peuvent être utilisés par la suite pour soutenir d'autres démarches féministes. Ce soutien n'est pas propre à la SPEW et les femmes qui dirigent la *Lette-Verein* à Berlin bénéficient également du puissant soutien de l'Association centrale pour le bien-être des classes ouvrières (*Der Centralverein für das Wohl der arbeitenden Klassen*). D'autre part, les femmes qui dirigent au quotidien la société sont d'habiles propagandistes. Par un certain nombre d'articles et de comptes rendus parus dans la presse, elles font connaître les institutions qu'elles créent. Car il faut convaincre : l'école et les cours commerciaux, le bureau de rédaction juridique, même si le nombre de leurs élèves et apprenties n'a jamais été très élevé, fournissent la preuve concrète qu'il est possible de former les femmes professionnellement. Cette intense propagande féministe a sans doute contribué à rendre acceptable la présence des femmes dans le commerce et les métiers de la petite fonction publique et donc à terme à la renforcer. Si on évalue encore mal le poids de la « demande » des employeurs pour l'embauche des femmes, pour des motivations plus strictement écono-

---

79 Ann Bridger, Ellen Jordan, *Timely Assistance*, op. cit., p. 16; Doris Obschernitzki, *Der Frau Ihre Arbeit! Lette-Verein: Zur Geschichte eines Berliner Institution 1866 bis 1986*, Berlin, Éd. Hentrich, 1987. En 1872, la *Lette-Verein* ouvrait une école commerciale et industrielle (*Handels und Gewerbeschule*) qui, pour la partie commerciale, enseignait aux femmes l'écriture, l'arithmétique, la correspondance commerciale, la tenue des livres mais également les langues étrangères avec des cours de correspondance en anglais et en français.

80 Voir Sarah Richmond, *Philanthropy, Entrepreneurship and Transnational Exchange*, op. cit., pour les liens entre la SPEW et la *Lette-Verein* et, plus largement à l'échelle européenne, James Albisetti, « Philanthropy for the middle class », art. cit.

miques et moins philanthropiques, il n'en demeure pas moins que des femmes, dès les années 1860, ont su saisir ces nouvelles opportunités de formation pour développer leurs propres activités dans les domaines du commerce de détail et de l'hôtellerie<sup>81</sup>.

**Sarah RICHMOND**

Université de Nottingham

Sazza52@hotmail.com

*(Traduit de l'anglais par Christine Maszkalo)*

---

81 Des études commencent à s'intéresser à l'émergence des femmes-entrepreneurs dans des domaines où la tenue des livres pouvait s'avérer indispensable. Voir Jill Christine Jepson, *Women's Concerns: Twelve Women Entrepreneurs of the Eighteenth and Nineteenth Centuries*, New York, Peter Lang, 2009, p. 50-64.